

Retour sur l'Université d'automne 2014

Jeudi 30 octobre

L'objectif de la journée était de se pencher sur des questions historiques et théoriques du concept et de la pratique du développement pour mieux comprendre le contexte d'émergence et de mise en œuvre de l'initiative des ODD. Les conférences de la matinée s'adressent aux participants qui s'inscrivent à l'ensemble de la formation de deux jours, que ce soit des étudiants 2e ou 3e cycle de tous les programmes de formation de l'Université Laval, dont les étudiants membres de l'Institut, mais aussi des étudiants de 1er cycle, ainsi que toute autre personne intéressée par les thématiques traitées.

Cette année nous avons eu 45 inscriptions entre étudiants de 1er, 2e et 3e cycle, des professionnels et des fonctionnaires des ministères québécois de Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques, et de Relations internationales et de la Francophonie.

Conférences

Le développement durable : les habits neufs du développement.

Gilbert Rist, professeur émérite, IHEID, Université de Genève, Suisse.

Gilbert Rist a présenté les origines du concept de développement en 1949 dans le discours du président des États-Unis, Harry Truman. M. Rist explique que parallèlement à ce discours, qui exprime une vision messianique voulant sauver l'humanité de la pauvreté, il y a les pratiques concrètes de ce qu'on peut appeler développement. Pour lui, le développement serait plutôt à définir comme « La transformation souvent irréversible et destructrice de la nature et des relations sociales en biens marchands pour la demande solvable ». Cette réalité du développement ou « développement réel » s'oppose à l'utopie du développement de la même manière qu'à une certaine époque où le socialisme réel s'opposait à l'utopie du socialisme. L'origine de ce développement en tant que pratique concrète coïncide avec trois événements majeurs qu'on peut situer en 1776 :

- La publication du livre de Adam Smith « La richesse des nations ».
- La Déclaration américaine des droits de l'homme qu'on peut considérer comme la consécration de l'individualisme.
- L'invention de la machine à vapeur par James Watt de, qui se trouve à l'origine de la révolution industrielle.

M. Rist rappelle une deuxième étape dans le concept de développement où, suite aux crises des années 1970 et 1980, plusieurs alternatives émergent. Certains auteurs, comme François Partant, parlent de « La fin du développement », tandis que l'augmentation des problématiques environnementales fait qu'on cherche aussi à les intégrer comme des maux à enrayer au même titre que les problèmes liés à la pauvreté. Ignacy Sachs proposait déjà en 1974 le concept d'écodéveloppement et plus tard en 1980 l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) formule l'expression de développement durable (ou soutenable).

Cette notion se retrouvera dans le rapport de la commission Brundtland en 1987 lequel fait de nombreux constats sur l'état de la situation dans le monde et formule la fameuse définition du développement durable. C'est une définition qui circule beaucoup généralement sous une forme résumée, mais elle est difficile à comprendre et surtout à transformer dans des actions concrètes. Ce n'est pas surprenant,

étant donné les nombreux recours rhétoriques qu'elle enferme et qui cachent (plutôt qu'ils ne reflètent) les nombreux compromis et différences qui se sont exprimés au sein de cette commission. En évoquant la définition longue du développement durable, M. Rist s'est livré à un exercice d'exégèse qui permet d'identifier les nombreuses difficultés que renferme ce concept.

Pour ne nommer que quelques-unes des difficultés évoquées par le professeur Rist, la première serait qu'il s'agit d'une conciliation de contraires, car le mot développement, inspiré de l'évolution naturelle des organismes vivants a nécessairement une fin et ne peut donc pas durer. De plus dans l'expression « développement durable » dans laquelle c'est le développement qui est le substantif et durable l'adjectif, on attribue le rôle central au développement, alors qu'on aurait pu dire « environnement durable ». En choisissant de garder un terme qui constitue un oxymore, une figure de style très utilisée dans la poésie, mais difficile à traduire dans des actions concrètes, on se demande si la Commission Brundtland n'envoie pas un signal flou qui invite à faire comme si on changeait sans que rien ne change, malgré les constats par rapport à l'état de la planète, déjà alarmants dans les années 80, qu'on retrouve également dans ce rapport. D'autres difficultés identifiées dans cette définition concernent la définition des besoins universels qui pourraient servir de seuil supérieur et inférieur au développement, ainsi que la question de l'intégration d'une vision de long terme qui permettrait de tenir compte des besoins des générations futures, alors que la prise de décision dans le monde actuel est régie par le court terme.

Pour conclure, M. Rist rappelle que, plutôt que d'avoir retrouvé la nouvelle ère de croissance économique évoquée par le rapport Brundtland, la communauté scientifique nous annonce que nous avons atteint une nouvelle ère dans laquelle il n'est pas possible de penser la nature indépendamment de l'activité humaine. On appelle cette nouvelle ère l'Anthropocène. Cette réalité scientifique devrait conduire à repenser l'économie de manière à ce qu'elle reflète sa dépendance à l'égard des cycles naturels et qu'elle s'inscrive à l'intérieur de l'écologie. Au contraire, la théorie économique dominante utilise des représentations de la réalité inspirées de la mécanique qui ignorent la distinction entre les dynamiques propres des ressources renouvelables (flux) et celles des non renouvelables (stocks). L'espoir pour M. Rist serait donc de dépasser les grands blocages de cette économie qui proviendraient principalement de son ethnocentrisme, de son mécanicisme et son incapacité à intégrer les constats des autres disciplines, ce que certains qualifient d'autisme comme le font les promoteurs du [mouvement pour une économie du monde réel](#).

L'aide au développement en 2014 : contraintes et perspectives.

Pierre Beudet, professeur et directeur adjoint de l'École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa.

Dans sa conférence M. Beudet rappelle que, depuis sa création, les montants affectés à l'aide publique au développement (APD) ont régulièrement augmenté en termes absolus, mais, pour ce qui concerne les pays de l'OCDE, ceux-ci sont loin, collectivement, d'y consacrer 0,7% de leur PIB, comme ils s'y étaient engagés dans les années 1960. Quant au Canada, naguère assez généreux, il a régulièrement diminué sa contribution à l'APD qui ne représente aujourd'hui qu'environ 0,3% de son PIB.

Cela dit, les milliards de \$ consacrés à l'APD depuis six décennies sont loin d'avoir rempli tous les espoirs qu'on avait placés en eux. Le monde en effet n'évolue jamais selon les plans – fussent-ils raisonnables – que l'on échafaude pour lui. Il y eut donc des guerres qui ont bouleversé (et continuent de miner) les meilleures intentions : en Afrique et au Proche et Moyen-Orient. Il y eut aussi des formes de « paix » qui n'ont pas rempli leurs promesses. Ainsi, lors de la chute du mur de Berlin (1989), on espérait que les sommes consacrées à l'armement seraient converties en APD, mais il n'en a rien été. Enfin, certaines politiques (connues sous le nom douteux de « Consensus de Washington ») décrétées par les instances internationales comme le FMI, la Banque mondiale et les superpuissances ont considérablement affaibli la solidarité internationale (même si, aujourd'hui, ceux qui les ont fait appliquer reconnaissent leur

erreur). Mais il y a aussi de bonnes nouvelles ! On a assisté à la montée en puissance de nombreux mouvements sociaux, aux revendications des altermondialistes (Porto Allegre, Seattle, Gênes), aux changements de politiques en Amérique latine (Équateur, Venezuela, Bolivie) qui s'efforcent de (et réussissent) réduire les inégalités sociales et considèrent désormais tout le monde, même les plus défavorisés, comme des citoyens à part entière. Le troisième mandat d'Evo Morales à la Présidence de la Bolivie ne s'explique pas autrement. Enfin, la coopération Sud-Sud s'est intensifiée et remplace les traditionnels échanges nord-sud hérités de la colonisation.

Il faut donc désormais compter sur la mobilisation populaire, sur l'inventivité des mouvements sociaux, sur le recours à l'imagination nourrie d'une culture et d'une cosmovision « traditionnelles » (étant entendu que la tradition n'est jamais figée, mais qu'elle permet au contraire de justifier le changement) qui défient et discréditent l'imaginaire capitaliste. Il est important de garder à l'esprit les transformations dans les rapports géopolitiques des dernières décennies et le fait qu'on peut parler désormais de « Sud global » tant les problèmes liés à la pauvreté et aux inégalités se retrouvent de plus en plus dans les pays industrialisés. Mais aussi, ne pas oublier que « la volonté compte » et qu'il est possible d'influencer les tendances actuelles pour amener des changements.

Table ronde

Les Objectifs de développement durable et le programme post-2015 des Nations Unies.

Pour le panel de l'après-midi, nous avons reçu Chantal Line Carpentier nous a présenté l'état des négociations aux Nations Unies. Sa présentation a été commentée et complétée par les deux conférenciers du matin, ainsi que par Tounao Kiri.

- **Chantal Line Carpentier**, chef du bureau de New York, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).
- **Gilbert Rist**, professeur émérite, IHEID, Université de Genève, Suisse.
- **Pierre Beaudet**, professeur et directeur adjoint de l'École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa.
- **Tounao Kiri**, spécialiste de programme Stratégies Nationales et Cadres Institutionnels du développement durable, Institut de la francophonie pour le développement durable (IFDD).

Vendredi 31 octobre

Objectif de la journée : S'approprier du contenu des ODD en réfléchir à leur éventuelle application en mobilisant les regards des différentes disciplines et acteurs.

Synthèse de la veille et Atelier "Bistrot-parole" Les Objectifs de développement durable : de la compréhension à l'action

La journée a commencé par une synthèse des présentations de la veille préparée par le professeur Gilbert Rist dont nous retrouverons les commentaires dans la synthèse des discussions (ci-bas). A suivi un atelier ayant comme objectif de recueillir les propositions des participants sur les défis pour la mise en œuvre et les possibles contributions des chercheurs et des universitaires. Les participants ont discuté d'abord sur quelques éléments de la démarche qui seront présentés sous les rubriques de Forces – Faiblesses – Opportunités – Menaces pour ensuite aborder quelques-uns des objectifs proposés et suggérer des actions à mener (voir tableau synthèse des discussions de l'atelier).

Tableau synthèse des discussions de l'atelier

Externe	Interne
<p>Opportunités</p> <p>Les ODD pourraient servir de cadre d'action facilitant les rapprochements et la complémentarité des stratégies des différents acteurs.</p> <p>Une priorisation collective des objectifs et des actions à mener contribuerait à rendre plus efficace l'action de la société civile pour influencer l'action des gouvernements.</p> <p>La crise actuelle de la coopération internationale pourrait favoriser l'émergence de nouvelles stratégies plus efficaces de la part des organisations sociales et les ONG (socialisation descendante et ascendante). L'implication politique des organisations pourrait s'élargir pour éviter le monopole d'un petit nombre d'organisations dans la prise de position.</p> <p>Les actions menées par les différents acteurs pourraient se retrouver dans les rapports que les gouvernements devront présenter à leurs pairs pour démontrer leur conformité aux ODD et cela pourrait conduire à une plus grande cohérence des actions de développement et de l'allocation des ressources.</p> <p>Les réseaux internationaux de la société civile sont en train de développer de nouveaux outils et mécanismes pour que les citoyens aient accès aux informations afin de favoriser l'imputabilité des gouvernements.</p>	<p>Forces</p> <p>Il existe un foisonnement d'initiatives qui contribuent à faire avancer les ODD, même si on ne les connaît pas. Il serait important d'identifier et de recenser les initiatives existantes qui contribuent déjà aux différents objectifs. Des exemples dans différents pays ont été mentionnés (Ex. : Bénin). Favoriser le partage d'expériences permettrait l'apprentissage mutuel.</p> <p>À Rio +20 des réseaux plus horizontaux d'organisations se sont organisés, permettant d'identifier les projets plus pertinents qui demandent à être financés.</p> <p>Les villes s'impliquent de plus en plus et occupent une place importante comme niveau d'intervention et d'action.</p>
<p>Menaces</p> <p>Des actions menées au nom d'un objectif peuvent nuire ou faire reculer des avancements qui se font dans un autre.</p> <p>La définition d'indicateurs consensuels pour des objectifs aussi vastes que celui de la lutte contre la pauvreté sera une tâche très difficile.</p>	<p>Faiblesses</p> <p>Le contexte de récession n'est pas favorable à l'action des organisations sociales.</p> <p>Le secteur environnemental est séparé du secteur qui a porté traditionnellement les discussions sur le développement. Cet éloignement est vrai autant pour les organisations sociales que pour les disciplines.</p> <p>Il peut y avoir des blocages dans la volonté de collaborer entre acteurs comme résultat de la concurrence pour l'accès aux ressources financières.</p> <p>La formulation consensuelle des objectifs au niveau international laisse nécessairement ouverte la place à des conflits à l'échelle nationale dans la définition des actions et des indicateurs.</p>

Conférence

Les défis de la mise en oeuvre des ODD dans les pays du Nord

En début d'après-midi, les participants ont assisté à une deuxième conférence publique double. Tout d'abord, **John Drexhage** (IISD, Écoressources) a présenté le point de vue des entreprises extractives et leur participation dans les négociations internationales des ODD et de l'agenda post 2015.

Ensuite, Denis Côté, Coordonnateur du Groupe de travail Asie-Pacifique au Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), a présenté les deux processus de discussion en cours au Canada autour des ODD, le premier étant piloté par le Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD) et le deuxième mené par différentes organisations de la société civile organisées autour de la campagne *Au-delà de 2015* pour laquelle le CCCI a été choisi comme plateforme nationale. Au niveau du MAECD, il y a un plan de travail concret, pas encore mis en œuvre, mais qui sera probablement en novembre et qui prévoit des consultations formelles et informelles, des discussions ad hoc avec les groupes de travail thématiques du MAECD, des tables rondes sur l'éducation et la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, la principale priorité du gouvernement, une consultation plus large, en ligne et le dialogue avec le secteur privé, les organisations de la société civile, les provinces et les territoires.

Parmi les enjeux importants en discussion il y a celui de la définition de ce qui signifie concrètement l'universalité de ces objectifs, c'est-à-dire le fait qu'ils engagent autant les pays en développement que les pays développés à s'y conformer. M. Côté présente le schéma de la vingtaine de tables de travail thématiques du MAECD invite les personnes intéressées à contacter les responsables du MAECD qui figurent dans sa présentation. Par rapport à l'implication de la société civile, plus de 1000 organisations de 132 pays sont en train de suivre les discussions sur les ODD et d'analyser leurs répercussions sur leur travail depuis 2010. L'objectif de la campagne est d'« Encourager les leaders et les décideurs politiques à repenser la politique étrangère canadienne, y compris la coopération pour le développement, dans le contexte d'un nouveau programme mondial pour le développement durable » et les thèmes principaux identifiés sont : les Inégalités et droits de la personne, l'égalité des sexes, le développement durable, les Changements climatiques, la paix et la sécurité. Parmi les enjeux à souligner, il y a la question de l'universalité de ces objectifs, qui doivent être appliqués à tous les pays en non pas uniquement aux pays considérés « en développement ». Cette question nécessite des réflexions quant aux stratégies à adopter dans les pays industrialisés.

Bilan et clôture

Pour conclure, les participants étaient invités à proposer des actions concrètes qui pouvaient être menées par eux-mêmes ou suggérées aux autres acteurs intéressés. Les propositions des participants pourront être complétées par d'autres personnes intéressées à appuyer cette démarche.

Tableau synthèse des propositions des participants

Recommandations générales	<p>Vulgariser les enjeux globaux du développement durable à tous les niveaux dans le système d'éducation.</p> <p>Travailler à sensibiliser aux enjeux au sein de la famille et par la voie des médias.</p> <p>Développer des stratégies créatives et collaboratives entre les universités et les acteurs de la société pour mobiliser efficacement les ressources et les connaissances existantes.</p>
----------------------------------	--

	<p>Valoriser et vulgariser le savoir et la recherche existants dans les réseaux universitaires.</p> <p>Favoriser les approches multisectorielles, multiacteurs et multidisciplinaires afin de sortir des silos de connaissances et d'action.</p> <p>Les universités pourraient s'engager à contribuer à la mise en œuvre des ODD.</p> <p>Adapter le message pour qu'il touche un maximum de personnes.</p>
Recommandations aux organisateurs	<p>Organiser une formation continue sur les ODD et le programme post-2015</p> <p>Encourager la participation de plus de scientifiques de différentes disciplines dans les discussions autour des ODD</p> <p>Encourager davantage la participation de la société civile en s'associant avec les organismes pertinents.</p>
Engagements individuels	<p><i>En tant que doctorant(e)</i> : Continuer à faire avancer les connaissances sur les différents enjeux liés aux ODD par une recherche doctorale académiquement rigoureuse ainsi qu'interdisciplinaire, compréhensible pour un grand nombre et utilisable dans la pratique.</p> <p><i>En tant que professeur(e)</i> : Diffuser les discussions menées dans cette formation auprès de mes étudiants</p> <p><i>En tant qu'étudiant(e)</i>: Mettre en évidence les liens entre les informations reçues et les thèmes que j'aborde dans mes cours. Rédiger un article pour le journal étudiant. Préparer une émission radio sur le sujet.</p> <p><i>En tant que membre d'une association</i> : amener la discussion au sein de mon organisation.</p>
Autres actions suggérées	<p>Suivre les processus de consultation en cours</p> <p>M'informer davantage</p> <p>Informé mon entourage</p> <p>Autres (liste ouverte)</p>